

Madame La Députée

J'ai bien reçu la copie du rapport de la mission sur l'accueil familial et vous remercie pour cette intention.

Accueillante familiale depuis des années et passionnée par mon activité, j'ai trouvé normal et judicieux d'ouvrir les portes de ma maison à la mission parlementaire en vue de faire évoluer notre métier. Pour une fois qu'une élue de la Nation prenait la peine et le temps de venir à la rencontre d'une simple accueillante et de son quotidien, ainsi que partager et échanger avec les personnes accueillies autour d'un convivial déjeuner.

C'est avec un grand intérêt que j'ai suivi en direct vos échanges le 2 décembre 2020 à la Commission des affaires sociales, jour de l'examen du rapport d'information sur l'accueil familial.

Malheureusement, aussi bien lors des échanges de ce jour-là qu'à la lecture du rapport, je ne retrouve nullement le message que j'ai voulu porter.

Pour moi, l'important est la réelle mise en œuvre des référentiels d'agrément et de formation par tous les départements, l'arrêt des « règlementations » locale et l'indispensable travail en partenariat avec les services du département aussi bien pour les accueillants que pour les accueillis.

En lisant votre rapport, je comprends que vous souhaitez nous enlever ce qui est le plus important et indispensable dans notre travail : l'appui et le soutien des départements dans l'exercice de notre activité... ne lui laissant plus que le rôle ingrat de « contrôleur ».

Un rôle dont je ne comprends pas sur quoi il porterait, tout comme la qualité et le nombre d'interlocuteurs à qui j'aurais à faire dans le cadre de mon activité.

L'accueil familial a mis tant d'années à se construire et du chemin reste à parcourir. Des documents pouvant encore l'améliorer restent en suspend, comme le formulaire national de demande d'agrément ou la refonte du contrat d'accueil. Pourquoi attendre pour les publier ?

J'ai également entendu des choses qui relèvent de l'irréel, comme « envisager des brigades volantes ».

Nous travaillons avec un public dépendant et fragile qui a besoin de sécurité et d'avoir des personnes repères. Comment envisager cela avec des intervenants qui ne seraient probablement jamais les mêmes ?

Une revalorisation correcte de notre rémunération permettrait de lever les réticences que peuvent avoir certains remplaçants à intervenir en raison de l'aspect financier entre autre.

Et vous, personnellement, confieriez vous votre maison, vos responsabilités, votre intimité à un parfait inconnu ?

Certes vous proposez ce que les accueillants attendent depuis si longtemps : le droit au chômage, une meilleure retraite et de meilleurs revenus. Mais autant lors de votre intervention que dans le rapport, il est souvent question du rôle prépondérant que certaines sociétés auraient à l'avenir dans l'accueil familial.

Lorsque je vous écoute et lis le rapport, j'ai vraiment le sentiment d'être un petit artisan de l'accueil familial qui va se faire dévorer par les géants de la grande distribution de l'accueil familial.

L'accueil familial ne peut exister que parce qu'il y a des personnes à accueillir et à condition que cela ne soit pas trop onéreux pour elles. Avec le modèle économique de ces sociétés je me demande s'il restera suffisamment de personnes qui pourront s'offrir le luxe de venir en accueil familial... à moins que des soldes ou des offres promotionnelles ne soient proposées ponctuellement ?

En vous souhaitant de passer de bonnes fêtes de fin d'année.

Cordialement

Une accueillante peu confiante sur le devenir de son activité.